



AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES, AVEC LES CANDIDAT(E)S DU NPA, DITES QUE VOUS N'ACCEPTEZ PAS DE PAYER LEUR CRISE !

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Mai 2009

« Si nous voulons réconcilier la France du oui et celle du non [...], alors il faut changer l'Europe » prétendait Sarkozy dans son discours de lancement de la campagne pour les élections européennes de la droite. Changer l'Europe, pour Sarkozy et ses amis des autres gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, c'est imposer une politique pour faire payer la crise aux travailleurs et aux classes populaires. C'est vouloir un désaveu du Non du 29 mai 2005 à l'Europe de la concurrence libre et non faussée, l'Europe capitaliste, et demander aux électeurs d'approuver une politique qui a conduit à la crise, la récession.

Le « président du pouvoir d'achat », le champion du « travailler plus pour gagner plus » ment et bluffe encore. Il parle de « démocratie vivante » lui qui foule au pied le non du 29 mai 2005, de régulation financière, souhaite « un comité de régulateurs bancaires avec un vrai pouvoir de sanction », joue au moralisateur du capitalisme, lui l'ami des patrons et des financiers.

Leur bilan : la crise, le chômage...

C'est bien leur politique qui a conduit à la crise, une politique qui favorise sans limite l'enrichissement privé, les gains de la finance au détriment des salariés et de l'ensemble de la population jusqu'au moment où la fuite en avant entraîne tout le monde dans la crise. Une des premières mesures de Sarkozy n'a-t-elle pas été le bouclier fiscal qui a permis à 834 contribuables fortunés de recevoir, en 2009, chacun un chèque de plus de 360 000 euros, une véritable insulte pour les salariés et la population. Des milliards ont été donnés sans contrepartie aux banques. En 2008, les grands



dirigeants français ont, en moyenne, gagné 4,7 millions d'euros, soit 297 années de SMIC qui, lui, n'a bénéficié d'aucune augmentation !

Et pour payer ses cadeaux à la bourgeoisie, le gouvernement remet en cause l'ensemble des services publics. Il vient de confirmer sa décision d'y supprimer 33 300 postes en

2009. C'est ce que Sarkozy doit appeler la lutte contre le chômage !

Ainsi, comme viennent de le souligner les statistiques de l'INSEE, les inégalités se creusent, la misère progresse.

Leur infliger un camouflet

Il y a peu, Sarkozy fanfaronnait : « quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit ». Les mobilisations du 29 janvier, du 19 mars ou du 1er mai, malgré l'inertie des directions des confédérations syndicales, comme les luttes contre les licenciements, les séquestrations, ont d'ores et déjà ridiculisé ces rodomontades.

La droite voudrait sa revanche aux élections européennes. Alors, elles sont pour les travailleurs et les classes populaires l'occasion d'infliger un camouflet à l'arrogance du pouvoir, d'exprimer la colère des mobilisations dans les urnes, de dire, une nouvelle fois, Non !

En votant pour les listes présentées par le NPA, en élisant des députés qui seront vos porte-parole au service des mobilisations, vous condamnerez la politique de Sarkozy de Parisot, vous ferez entendre vos exigences : Pas question de payer leur crise !

Le 11 mai 2009

RENAULT CASSEUR D'EMPLOIS : IL FAUT LES ARRÊTER !

Il y a 3 semaines, Renault Cléon raflait la « une » du « Journal d'Elbeuf » avec l'annonce tonitruante de l'affectation du nouveau moteur R9M. Notre direction se vantait alors d'avoir trouvé le moyen de garantir la pérennité de 458 des 4 300 emplois CDI restant sur le site. Mais pas à une contradiction près, vendredi dernier, l'équipe « ressources humaines » chargée d'appliquer le « Projet Renault Volontariat » dans l'usine étalait dans le même journal sa grande satisfaction d'être parvenue à la suppression de 346 emplois CDI.

Nationalement, avec ce plan, Renault Sas aura détruit 4 400 emplois en 7 mois, auxquels il faut ajouter 2 000 suppressions de postes dans les filiales françaises et européennes et la liquidation de quasiment tous les intérimaires et de milliers de prestataires. Sandouville a même vu ses effectifs réduits de plus d'un quart ! Des chiffres qui montrent que l'explosion actuelle du chômage ne tombe pas du ciel. Tout ça pour réduire encore la masse salariale, avec le prétexte de la crise, mais en « oubliant » les 18 milliards d'euros de bénéfices accumulés sur notre dos depuis 2001.

Avec un taux d'utilisation des usines qui n'a pas dépassé 46%, en Europe, au cours des derniers mois, tout le monde devine que la direction ne compte pas en rester là. C'est pourquoi il y a urgence à reprendre l'initiative pour bloquer les suppressions d'emplois et les menaces qui pèsent sur plusieurs usines.

SUBVENTIONS PUBLIQUES AU PROFIT DE L'AUTOMOBILE : CHANTAGE ET CAPITULATION SANS FIN

Si les caisses sont désespérément vides lorsqu'il s'agit d'augmenter les salaires et de financer la protection sociale ou les services publics, il est révoltant de constater qu'elles se remplissent comme par enchantement dès qu'il s'agit de verser des aides publiques aux constructeurs automobiles, y compris à ceux qui font des bénéfices.

Ainsi, après la prime de 1,14 millions d'euros déjà attribuée par l'Etat à l'usine de Cléon pour financer son futur moteur R9M, les majorités « de gauche » du Conseil Général de Seine-Maritime, du Conseil Régional de Normandie et de l'Agglomération d'Elbeuf se sont engagées à verser prochainement leur obole, prélevée une fois de plus sur l'argent de nos impôts. En reconnaissant, comme le maire de Cléon, n'être « *pas dupe du chantage effectué* » par les entreprises. Un chantage pourtant rendu possible par la « *concurrence libre et non faussée* » qu'il a défendue, avec ses petits camarades

socialistes, lors du débat européen.

Mais à qui ces élus feront-ils croire que Renault n'avait pas les moyens de financer à 100% son projet – estimé à 80 millions d'euros – puisqu'il suffisait qu'il y investisse seulement 13,35% des 599 millions des bénéfices réalisés en 2008 ? Ce que même le directeur reconnaît lorsqu'il affirme dans « Paris Normandie » : « *Notre dossier était très compétitif. C'est le programme le plus rentable pour Renault. En dehors de toute subvention.* »

QUELLES PERSPECTIVES APRÈS LE 1^{ER} MAI ?

L'ampleur des manifestations du 1^{er} mai montre que les salariés sont loin d'être résignés. Depuis janvier, les luttes se multiplient, que ce soit sur la question des licenciements, du refus du chômage partiel mais aussi sur des thèmes plus offensifs comme la bataille des gardiens de prison pour des créations massives de postes ou encore celle des salariés des réseaux de distribution de gaz et d'électricité qui revendiquent notamment des augmentations de salaires. Alors que tous les militants syndicaux combattifs sont convaincus que ce qu'il faut construire, c'est un mouvement d'ensemble dans la durée qui bloque l'économie du pays, seul moyen de faire reculer le gouvernement et d'obtenir satisfaction sur les revendications, les confédérations avancent une perspective toute différente, celle d'une nouvelle journée d'action le 26 mai, sans appel commun à la grève, ainsi que des manifestations le samedi 13 juin. A croire que le point primordial qui maintient l'unité syndicale, c'est le refus de se confronter réellement à ce gouvernement. A défaut de réelles perspectives, continuons à travailler à la convergence des luttes.

MEETING RÉGIONAL
avec Christine POUPIN
et Olivier BESANCENOT
MERCREDI 3 JUIN
20H30, PARC EXPO,
ROUEN

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>

Ne pas jeter sur la voie publique.